

Audience publique du 19 septembre 2007

Recours formé par
Madame ..., ...
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 22382 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 4 janvier 2007 par Maître Olivier LANG, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., née le ... à Bolomba (République démocratique du Congo), de nationalité congolaise, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 20 octobre 2006, ayant rejeté sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée et lui ayant refusé le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 29 novembre 2006 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 mars 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions ministérielles entreprises ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Olivier LANG et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives.

Le 27 novembre 2002, Madame ... introduisit auprès du service compétent du ministère de la Justice une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « la Convention de Genève ».

Madame ... fut entendue en date des 7 février et 21 mars 2003 par un agent du ministère de la Justice sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Par décision du 20 octobre 2006, notifiée par lettre recommandée du 24 octobre 2006, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, désigné ci-après par le « ministre », l'informa que sa demande avait été refusée. Cette décision est libellée comme suit :

« En mains le rapport d'audition de l'agent du Ministère de la Justice du 7 février 2003.

Il résulte de vos déclarations qu'en 1999 votre mari ... aurait travaillé comme conseiller technique auprès du Ministre de l'Economie de l'époque, Bemba Saolona. Le fils de ce dernier aurait fait la rébellion contre le régime de Kabila et Bemba Saolona aurait été démis de ses fonctions, soupçonné d'avoir collaboré avec son fils. Bemba Saolona et votre mari auraient été arrêtés pendant quelques jours en 2000, puis ils auraient été relâchés. Vous ajoutez que votre mari aurait été simple membre adhérent du parti politique UDPS, mais ne faites pas état de problèmes liés à cette adhésion.

Depuis 2001 votre mari aurait travaillé comme conseiller au cabinet privé de Leta Mangasa, administrateur général de l'ANR à cette période. Une semaine après l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, Leta aurait été arrêté. Son épouse aurait téléphoné à votre mari et conseillé qu'il reste à la maison, ce qu'il aurait fait. Selon vos dires, toutes les personnes travaillant pour Leta auraient été arrêtées. Le 2 février 2001 votre mari aurait reçu une convocation de la part du tribunal afin de se présenter dans une « maison de PANR ». Il y serait allé et des civils lui auraient posé des questions, notamment pourquoi il aurait travaillé avec des gens suspects. Votre mari serait resté 3 jours dans cet endroit gardé par des militaires. Le 4^{ème} jour votre mari serait rentré et il vous aurait expliqué qu'il fallait partir et vous vous seriez installés à Limete. Vous expliquez que les arrestations se feraient uniquement pendant la nuit, ainsi par peur d'être arrêté votre mari aurait passé les nuits au campus de l'université de Kinshasa chez un ami.

Le 22 février 2001 de nombreux militaires seraient passés à Limete vers 22.00 ou 23.00 heures et auraient recherché votre mari. Ils seraient entrés par force, auraient pillé la maison et vous auraient agressée afin que vous leur disiez où se trouverait votre mari. Vous auriez reçu un coup de pied dans le ventre. Votre fils cadet aurait été tué par un coup de fusil en voulant vous défendre. Les militaires vous auraient amenée au camp Kokolo et on vous aurait interrogée dans une petite chambre. Vous auriez encore été tapée dans le ventre et vous auriez commencé à saigner. Sous ces agressions vous auriez finalement donné l'adresse du campus où serait votre mari. Vous auriez été mise dans un cachot du camp Kokolo. Etant donné la gravité de vos blessures un gardien vous aurait amenée à l'hôpital situé au camp même. Un infirmier aurait expliqué que vous devriez être opérée à l'hôpital général et un militaire vous y aurait conduit encore la même nuit du 21 février 2001. Personne n'y aurait voulu s'occuper de vous de peur de ne pas être payé parce que vous auriez présenté une « lettre de transfert de l'Etat ». Vous auriez alors appelé votre soeur qui serait venue à l'hôpital et elle aurait négocié avec un militaire afin que vous puissiez quitter l'hôpital. Le 22 février 2001 vous auriez pris un taxi et vous vous seriez rendues à la morgue où aurait reposé le corps de votre fils cadet. Par la suite, vous seriez passées chez un gynécologue qui aurait accepté de vous opérer dans une clinique privée à Kasavubu/Kinshasa. Vous auriez dû vendre une parcelle de terre pour pouvoir payer l'opération.

Votre soeur vous aurait téléphoné et elle vous aurait expliqué que des militaires seraient venus chez elle pour savoir où vous seriez. Vous auriez expliqué votre cas au médecin qui vous aurait proposé de quitter la RDC avec le passeport d'une certaine Madame Matondo, une de ses patientes qui voyagerait souvent en Europe. Vous seriez restée 7 jours chez ce médecin, ensuite il vous aurait emmenée chez sa mère à Kinkolo. Pour éviter des problèmes, le docteur n'aurait pas communiqué votre lieu de résidence à votre sœur. Vous auriez dû attendre encore 9 mois jusqu'à ce que Madame Matondo puisse vous prêter son passeport. Vous seriez restée jusqu'en novembre 2001 chez le médecin. Entre-temps votre soeur vous aurait informé de la mort de votre mari. Vous ignorez

les circonstances de son décès. Vous avouez ne pas avoir été importunée par les militaires car ils auraient perdu votre trace.

Finalement vous dites que le 25 novembre 2002 vous auriez quitté le Congo depuis l'aéroport de Kinshasa avec un avion de la compagnie aérienne « Air Congo », accompagnée d'une connaissance de Madame Matondo. Vous précisez que le passeport de cette dernière aurait été doté d'un visa Schengen. Vous seriez arrivées en Belgique vers 08.00 heures du matin et vous vous seriez rendues au centre de Bruxelles. On vous y aurait conseillé de demander asile dans un pays européen et une personne vous aurait alors amenée au Luxembourg en voiture. Vous seriez arrivée au Luxembourg le 26 novembre 2002 et votre demande d'asile date du lendemain. Vous ne présentez pas de pièce d'identité.

Vous auriez peur de vous faire tuer. Vous seriez recherchée parce que les militaires penseraient que vous posséderiez des « documents », mais vous ne saviez pas de quels documents ils parleraient. Il n'y aurait ni loi, ni démocratie au Congo.

Par un courrier du 7 avril 2004 votre avocat nous informe que votre père et deux de vos frères auraient été arrêtés par les autorités militaires en date du 29 mars 2004 parce qu'ils auraient été injustement accusés d'avoir organisé un coup d'Etat dans la ville de Kinshasa.

Vous ne faites pas état d'autres problèmes et vous ne seriez pas membre d'un parti politique.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Force est cependant de constater qu'un demandeur d'asile doit pouvoir présenter un récit crédible et cohérent. Or, il convient de relever des contradictions et invraisemblances dans les faits relatés. En premier lieu vous déclarez lors de l'audition du 7 février 2003 qu'en 1990 votre mari aurait été conseiller au service de renseignement militaire, puis lors de la suite de cette audition vous prétendez qu'il aurait été conseiller au service de renseignement civil. Vous précisez par deux fois lors de l'audition du 7 février 2003 que les militaires seraient venus chez vous le 21 février 2001, le 21 mars 2003 vous ne vous rappelez plus de la date et vous dites au contraire que cela se serait passé en 2002. Dans ce même contexte, relevons que dans la chronologie de votre récit un an entier manque. En effet, selon vos déclarations vous auriez été amenée le 22 février 2001 au camp Kokolo et la même nuit vous auriez été transportée à l'hôpital. Le lendemain votre soeur vous aurait amenée chez un médecin qui vous aurait opéré et chez qui vous seriez restée une semaine, puis 9 mois dans sa maison. Il en ressort que vous auriez dû quitter votre pays en novembre 2001 et non en 2002 comme vous le prétendez pourtant. De même, lors de l'audition du 21 mars 2003, vous corrigez les dates pour dire que tout se serait déroulé en 2002. Or, ceci est peu cohérent étant donné que vous dites que votre mari aurait été arrêté à la suite du décès de Laurent Desiré Kabila qui a été assassiné en février 2001 et non en 2002. En règle générale il faut soulever le fait que lors de la première audition du 7 février 2003 vous donnez un récit assez détaillé concernant les différentes dates. Or, lors de la deuxième audition, vous ne pouvez ou ne voulez plus donner aucune date en prétendant vous sentir mal et avoir des problèmes avec les dates, alors que vous répondez avec suffisamment de précision aux autres questions posées.

Ces contradictions et incohérences entachent sérieusement la véracité et la crédibilité de vos déclarations.

Quoi qu'il en soit et même à supposer vos dires comme établis ils ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, fonder dans votre chef une crainte justifiée d'être persécuté dans le pays dont vous venez du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, §2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, vous dites avoir été arrêtée le 22 février 2001 pour dénoncer le lieu de séjour de votre mari qui aurait été arrêté quelques semaines plus tôt pendant trois jours puis relâché parce qu'il aurait travaillé avec Leta, soupçonné d'être impliqué dans la mort de L.D. Kabila. Cette arrestation pendant laquelle votre fils aurait été tué est certes condamnable, mais ne saurait suffire en elle seule pour fonder une demande en obtention du statut de réfugié.

Votre mari aurait été arrêté parce qu'il aurait travaillé avec Leta. Or, des faits non personnels mais vécus par d'autres membres de la famille ne sont susceptibles de fonder une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève que si le demandeur d'asile établit dans son chef un risque réel d'être victime d'actes similaires en raison de circonstances particulières. Or, vous restez en défaut d'établir un lien entre le traitement de votre mari et des éléments liés à votre personne vous exposant à des actes similaires.

S'il est vrai que Leta Mangasa a été condamné en octobre 2002 à la peine de mort avec d'autres personnes dans le procès de l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, il ne s'en suit pas automatiquement que vous courez également le même risque et ceci même en supposant que votre mari ait été tué. Par ailleurs, vous ignorez les circonstances du décès de ce dernier et nos recherches n'ont pas réussi à confirmer le fait qu'un certain ... aurait été arrêté et/ou tué dans le cadre de l'assassinat de Laurent Désiré Kabila. Vous dites être également recherché parce que les militaires penseraient que vous seriez en possession de documents. Or, en même temps vous dites ne plus avoir été importunée par les militaires. Votre crainte de retourner en RDC et d'être tuée est donc purement hypothétique et pas basée sur un fait réel.

Enfin, dans un courrier adressé par votre avocat deux de vos frères, ... auraient été injustement accusés d'avoir organisé un coup d'Etat dans la ville de Kinshasa en mars 2004. D'après nos recherches, un certain Sammy ..., à supposer qu'il soit effectivement votre frère, un adjudant ex-Faz poursuivi par les Forces Armées Congolaises lors des événements du 28 mars 2004 s'est réfugié dans le quartier général de la MONUC. Le ministre de l'Intérieur a réclamé de récupérer le fugitif et après plusieurs tractations Sammy ... a été remis aux mains de la justice. En effet, selon William Swing, patron de la MONUC « nous sommes pour la réussite du processus de réconciliation en cours en RDC et nous ne pouvons pas tolérer la moindre tentative de distraction ». Sammy ... a été ainsi le premier membre du commando dont l'identité a pu être révélée. Ce dernier a même avoué dans un procès-verbal établi à la MONUC et lu à l'attention de la presse, qu'il est arrivé dimanche à Kinshasa pour participer à une opération visant à porter un coup de force contre Kinshasa. Ceci va donc à l'encontre du courrier de votre avocat que vos frères auraient été injustement accusés et qu'ils n'auraient jamais pris part à la moindre tentative de coup d'Etat.

Par ailleurs, il faut souligner le changement important de la situation politique en RDC. En effet, on assiste à un réel effort de la part du pouvoir en place de rétablir la paix et de former un gouvernement démocratique à représentation géographique et ethnique. Ainsi, le 16 décembre 2002

un Accord Global sur le partage du pouvoir fut signé afin de créer un gouvernement d'unité nationale au terme duquel le président Joseph Kabila demeurera à son poste et ce, jusqu'à la tenue des premières élections libres et démocratiques depuis 45 ans ayant lieu le 30 juillet 2006. Les élections se sont déroulées dans un environnement généralement calme, marqué seulement par quelques incidents isolés. Un deuxième tour se déroulera le 29 octobre prochain. Les congolais ont été appelés à choisir leur président et les membres de leur parlement. Durant la transition M. Kabila a été assisté par quatre vice-présidents, représentant respectivement le gouvernement, le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RDC-Goma), le Mouvement de libération du Congo (MLC) et l'opposition politique non armée. Nombreux progrès ont été réalisés durant la transition. Ainsi, une nouvelle Constitution adaptée (sic !) par référendum ayant eu lieu en décembre 2005 a été promulguée le 17 février 2006 et une loi électorale en date du 9 mars 2006.

Ainsi, vous n'alléguez aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est par conséquent pas établie.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, vous ne faites pas état d'un jugement ou d'un risque de jugement vous condamnant à la peine de mort. Vous ne faites également pas état de risques concrets et probables de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour en RDC ou de risques émanant d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé ».

Par courrier de son mandataire du 22 novembre 2006, Madame ... formula un recours gracieux auprès du ministre à l'encontre de la décision ministérielle prévisée du 20 octobre 2006.

Suivant décision du 29 novembre 2006, notifiée par lettre recommandée du 30 novembre 2006, le ministre confirma sa décision initiale, « à défaut d'éléments pertinents nouveaux ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 4 janvier 2007, Madame ... a fait introduire un recours en réformation contre les décisions ministérielles de refus prévisées des 20 octobre et 29 novembre 2006.

Etant donné que tant l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, que l'article 19 (3) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoient un recours en réformation en matière de demandes d'asile et de protection subsidiaire déclarées non fondées, seule une demande en réformation a pu être dirigée contre les décisions ministérielles entreprises.

Le recours en réformation ayant été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, il est recevable.

A l'appui de son recours, la demanderesse fait exposer qu'elle serait originaire de la province de l'Equateur en République démocratique du Congo (RDC), qu'elle aurait vécu avec son mari, Nicolas ... TAPALE, et leurs 9 enfants en RDC jusqu'à son départ en date du 25 novembre 2002. Elle expose plus particulièrement que son mari, professeur d'économie, aurait enseigné à l'université de Kinshasa, qu'à partir de 1975, il aurait été directeur de l'Office des Petites et Moyennes Entreprises du Zaïre et qu'à partir de 1990, il aurait intégré les services de renseignements civils. Après la prise de pouvoir de Laurent Désiré KABILA, son mari serait devenu conseiller technique auprès du ministre de l'économie, Jeannot BEMBA Saolona, père de Jean-Pierre BEMBA. En 2000, son mari aurait été arrêté ensemble avec le ministre de l'économie Jeannot BEMBA Saolona, tombé en disgrâce en raison des activités de son fils, qu'il aurait été interrogé et relâché après 3 jours. Depuis le début de l'année 2001, son mari aurait travaillé comme conseiller pour l'administrateur général de l'Agence nationale de renseignement (ANR), Georges LETA MANGASA, à côté d'un autre conseiller privé de LETA, Maurice KOLOKOTA. Après l'assassinat du président L.D. KABILA le 16 janvier 2001, LETA et KOLOKOTA auraient été arrêtés et en octobre 2002, ils auraient été condamnés à mort pour l'assassinat de L.D. KABILA. La demanderesse relate ensuite que le 2 février 2001, son mari aurait été convoqué à l'ANR où il aurait été interrogé par des civils au sujet de l'assassinat du président L.D. KABILA et détenu pendant 3 jours avant d'être libéré. Craignant d'être à nouveau arrêté, la demanderesse avec son mari et ses enfants se seraient alors réfugiés dans une maison à Limete et son mari, par crainte d'être à nouveau arrêté, aurait dormi la nuit chez un ami. Dans la nuit du 22 février 2001, des militaires à la recherche de son mari auraient envahi la maison à Limete, elle aurait été battue et son fils aîné, lorsqu'il tentait de s'interposer, aurait été abattu devant ses yeux. Elle aurait alors été emmenée au camp de prisonniers de Kokolo où, sous la torture, elle aurait révélé aux militaires où son mari se trouvait. Grièvement blessée, elle aurait été jetée au cachot, puis emmenée à l'hôpital militaire où les médecins n'auraient pas pu la soigner, puis à l'hôpital général où les médecins craignant de ne pas être payés pour leurs services refusèrent de la soigner. Ayant réussi à faire venir sa sœur, celle-ci l'aurait emmenée dans une clinique privée où elle aurait été opérée par un médecin qui, en échange d'une parcelle de terre, aurait accepté de l'envoyer en convalescence chez sa mère et de l'aider à quitter la RDC. Elle précise que lors de sa convalescence chez la mère du médecin, sa sœur lui aurait appris la mort de son mari, survenue le 10 octobre 2002. La demanderesse ajoute que son père et ses deux frères, ..., soupçonnés d'avoir organisé un coup d'Etat manqué contre KABILA, auraient été arrêtés en mars 2004 en RDC, que son frère Samy ..., un opposant politique de KABILA, se serait réfugié auprès de la MONUC, laquelle l'aurait remis aux autorités congolaises et qu'il serait toujours en prison dans l'attente de son procès. Elle donne encore à considérer que l'épouse de KOLOKOTA aurait récemment été arrêtée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président L.D. KABILA, alors qu'à part d'être l'épouse d'un conseiller privé de LETA, elle ne serait aucunement impliquée.

En droit, la demanderesse soumet des explications quant aux contradictions et incohérences relevées par le ministre au sein de son récit. Si elle reconnaît l'existence d'une incompatibilité chronologique dans son récit liée à la date de son arrestation, elle fait valoir qu'en raison des séquelles psychologiques des graves événements traumatisants qu'elle aurait vécus dans son pays d'origine, elle aurait de grandes difficultés à restituer la chronologie exacte dans le temps. Ainsi, elle n'arriverait plus à savoir si son arrestation avait eu lieu en février 2001 ou en février 2002, ou si elle était restée cachée durant 9 mois ou durant un an et 9 mois chez la mère de son médecin.

Elle reproche ensuite au ministre d'avoir continué l'audition du 21 mars 2003, malgré le fait qu'elle avait fait savoir qu'elle ne se sentait pas bien, et de lui opposer des incohérences et imprécisions dans ses déclarations successives sans tenir compte du fait que les événements traumatisants qu'elle avait relatés pouvaient justement provoquer des troubles d'amnésie, tels que documentés par des certificats médicaux versés en cause. Elle estime ainsi que le reproche lui fait dans ce contexte par le ministre serait non seulement dénué de fondement, mais que le ministre aurait manqué d'impartialité et d'objectivité à son égard et qu'il violerait partant l'article 18 de la loi précitée du 5 mai 2006, applicable au moment de l'introduction du recours gracieux à travers lequel elle demandait vainement d'être réentendue. En ordre subsidiaire, elle prie le tribunal d'ordonner qu'elle soit réentendue sur ces points.

La demanderesse reproche encore au ministre une appréciation erronée des circonstances de fait se trouvant à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié alors que les événements traumatisants survenus en RDC rentreraient manifestement dans les prévisions de l'article 31 de la loi précitée du 5 mai 2006.

Elle se prévaut de surcroît de l'article 26 (4) de la loi précitée du 5 mai 2006 pour soutenir que le ministre aurait omis d'exposer s'il existe actuellement de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront plus. Elle donne à considérer dans ce contexte que les militaires n'auraient non seulement cherché à savoir où était son mari, mais qu'ils auraient également cherché à obtenir des documents et elle rappelle que son frère Samy ... serait actuellement emprisonné dans l'attente de son procès. Ainsi, elle serait non seulement la veuve d'un haut fonctionnaire assassiné par le pouvoir actuellement en place mais également la sœur d'un homme soupçonné d'être responsable d'un coup d'Etat contre ce même régime, tout en relevant que les autorités congolaises dans leurs poursuites n'auraient jamais fait la distinction entre les opposants politiques et les membres de leurs familles, de sorte qu'elle aurait de bonnes raisons de croire qu'elle risquerait d'être persécutée ou de subir une atteinte grave en cas de retour dans son pays d'origine.

La demanderesse insiste encore sur la situation générale prévalant actuellement en RDC qui serait loin d'être stabilisée surtout après les élections contestées d'octobre 2006.

Enfin, elle reproche au ministre de tirer argument du fait que les forces de la MONUC auraient remis son frère Samy ... aux autorités congolaises, en soutenant qu'une telle attitude serait contraire aux termes de l'article 18 de la loi précitée du 5 mai 2006.

En ordre subsidiaire, la demanderesse sollicite l'octroi du statut de la protection subsidiaire, au motif qu'elle risquerait très sérieusement en cas de retour dans son pays d'origine de subir la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle

en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 37 de la loi précitée du 5 mai 2006.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement souligne en premier lieu les importantes différences entre les deux rapports d'entretien de la demanderesse dans la mesure où lors du premier entretien, la demanderesse aurait fourni de nombreux détails et précisions chronologiques, tandis que lors de la deuxième audition, elle serait restée très vague en invoquant des maux de tête à chaque fois qu'une question *« qu'elle souhaite esquiver lui est posée »*, de sorte à mettre en doute la réalité de ses problèmes de santé. Il estime en outre surprenant que l'amnésie de la demanderesse ne se soit manifestée que lors de la deuxième audition et non pas au cours de la première audition. Or, tous ces éléments permettraient de douter de la véracité du récit de la demanderesse.

Le délégué du gouvernement soutient ensuite que même à supposer établis les événements relatés par la demanderesse, le décès du mari de celle-ci aurait fait disparaître toute crainte dans son chef d'être à nouveau poursuivie par les personnes qui auraient recherché son mari. Il estime en outre que dans la mesure où la demanderesse aurait été étrangère aux activités politiques de son mari, elle n'aurait aucune raison d'être liquidée par le pouvoir actuellement en place. Il souligne ensuite que le changement de situation intervenu en RDC depuis les élections de juillet et octobre 2006 confirmerait que les craintes de la demanderesse notamment quant à l'éventualité d'un nouveau conflit, seraient dénuées de fondement. Concernant la détention actuelle des frères de la demanderesse en raison de leur participation à un coup d'Etat manqué contre KABILA, le délégué du gouvernement soutient que la demanderesse resterait en défaut d'établir un lien concret entre sa situation personnelle et la prétendue implication de ses frères dans ce coup d'Etat l'exposant à un risque réel d'être victime d'actes similaires.

En conclusion, il estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation de la demanderesse et que son recours laisserait d'être fondé.

Aux termes de l'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Il échet de relever que le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande d'asile, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur d'asile, tout en prenant en considération la situation, telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance du demandeur d'asile. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur s'asile.

S'y ajoute que l'examen de crédibilité, lequel constitue une étape nécessaire pour pouvoir répondre à la question si le demandeur d'asile a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs prévus par la Convention de Genève, ne doit pas occulter la question en elle-même. Dans les cas où il existe un doute sur la réalité de certains faits, l'énoncé de ce doute ou le constat de fausses déclarations ne dispense pas de s'interroger en définitive sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont par ailleurs tenus pour établis.

En l'espèce, la crédibilité du récit de la demanderesse a été mise en doute par le ministre en raison de diverses contradictions, lacunes et incohérences, telles que relevées dans la décision de refus initiale. Ainsi, le ministre a reproché à la demanderesse d'avoir déclaré lors de sa première audition que son mari aurait été conseiller au service de renseignement militaire pour ensuite prétendre lors de la même audition qu'il aurait été conseiller au service de renseignement civil. Par ailleurs, il a reproché à la demanderesse une incompatibilité chronologique en rapport avec la date de son arrestation dans la mesure où il manque une année dans son récit, la demanderesse ne se rappelant plus si elle a été arrêtée en février 2001 ou en février 2002. Le ministre a de surcroît souligné que lors de son premier entretien, la demanderesse avait donné un récit très détaillé, alors que lors de sa deuxième audition, elle n'avait donné aucune date prétendant se sentir mal.

Le tribunal est en premier lieu amené à constater que le moyen tiré d'une violation de l'article 18 de la loi précitée du 5 mai 2006 en ce que le ministre n'aurait pas examiné la situation de la demanderesse avec objectivité et impartialité laisse d'être fondé. En effet, en ce qui concerne, d'une part, le reproche d'avoir continué l'audition du 21 mars 2003 alors que la demanderesse n'aurait pas été en état d'être entendue, indépendamment de toute considération quant à l'applicabilité des dispositions de la loi précitée du 5 mai 2006 au moment de l'audition, il ne se dégage d'aucun élément du compte-rendu de ladite audition que l'état de la demanderesse ne permettait pas une telle audition, dès lors qu'elle a su donner des réponses à toutes les questions, sauf en ce qui concerne les dates, et qu'elle n'a pas demandé à suspendre l'audition. D'autre part, le ministre, après avoir examiné le récit de la demanderesse en comparant les deux rapports d'audition, a estimé sur base d'une motivation précise et circonstanciée que le récit de la demanderesse contenait des contradictions respectivement des incohérences. Or, cette conclusion dans la décision initiale du 20 octobre 2006 ne dénote pas un manque d'impartialité et d'objectivité dans le chef du ministre mais résume l'appréciation faite par le ministre quant au récit présenté par la demanderesse qu'il a jugé invraisemblable, conclusion sur laquelle le tribunal est amené à se prononcer ci-après sur base des arguments respectifs des parties en cause. S'y ajoute que la demanderesse avait la possibilité d'expliquer d'éventuelles incohérences entre ses déclarations successives à travers son recours gracieux, de sorte que le ministre n'encourt aucun reproche de ne pas avoir fait droit à la demande de la demanderesse à être réentendue.

Concernant les imprécisions chronologiques et notamment le fait qu'il manque une année dans le récit de la demanderesse, ce qui n'est d'ailleurs pas contesté par la demanderesse, celle-ci tente, à l'aide de certificats médicaux, de justifier ces incohérences par des problèmes de mémoire et l'existence d'un traumatisme dans son chef en raison des événements traumatisants qu'elle aurait vécus en RDC.

A cet égard, un certificat médical du 28 avril 2003 du docteur J.G., médecin généraliste, atteste que la demanderesse se trouvait « *en état de dépression profonde avec troubles amnésique, de la concentration, trouble de sommeil + pensée de suicide, obsession* ».

de son vécu tragique, manque d'initiative ». Une attestation du docteur A.E., médecin spécialiste en psychiatrie, du 5 décembre 2006 conclut que la demanderesse « *présente des troubles dépressifs avec notamment, de tr. de sommeil, de tr. de la mémoire, de tristesse et parfois des idées suicidaires* ». Ce même rapport fait encore apparaître que ces problèmes pourraient « *être en lien avec les événements traumatiques que [la demanderesse] avait vécu dans le pays d'origine (Congo) et dont la famille de celle-ci y était la cible* ».

Dans la mesure où il ressort des prédicts certificats médicaux et notamment du certificat du 28 avril 2003, établi peu de temps après l'audition du 21 mars 2003, que l'état de santé mentale de la demanderesse peut expliquer le caractère incohérent ou imprécis de ses déclarations et que son état, qui ne s'est pas amélioré ainsi que cela résulte du certificat médical du 5 décembre 2006, peut être la conséquence de graves événements traumatisants survenus dans son pays d'origine, le tribunal arrive à la conclusion que les incohérences et contradictions relevées par le ministre ont été clarifiées à suffisance de droit. S'il reste certes une zone d'ombre entourant les déclarations de la demanderesse concernant la date de son arrestation et la durée de sa convalescence, l'ensemble des autres éléments du récit de la demanderesse sont précis, circonstanciés et constants, de sorte à n'y apercevoir aucune indication permettant de mettre en doute sa bonne foi.

En effet, il se dégage de l'examen des déclarations faites par la demanderesse lors de ses deux auditions, telles que celles-ci ont été relatées dans le compte-rendu figurant au dossier, ensemble les moyens et arguments apportés aux cours des procédures gracieuse et contentieuse et les pièces produites en cause, que la demanderesse a été arrêtée à la suite de l'assassinat de L.D. KABILA par des militaires à la recherche de son mari, que son mari a travaillé à l'université de Kinshasa (pièce no 23 de la première farde de pièces), qu'il a ensuite été conseiller technique au ministère de l'économie congolais sous BEMBA SAOLANA (pièce no 23 de la première farde de pièces), que son fils aîné a été abattu alors qu'il tentait de s'interposer entre sa mère et les militaires, qu'elle a été maltraitée lors de sa détention, qu'elle a révélé l'endroit où se trouvait son mari aux militaires qui l'interrogeaient, qu'elle a dû être opérée à la suite des coups reçus durant sa détention, que son mari est mort le 10 octobre 2002 (pièce no 18 de la farde de pièces), qu'elle présente les symptômes d'un état de stress post-traumatique (certificat médical du 2 mai 2007 du docteur Y.L., certificat médical du 29 juin 2007 du professeur D.W.D. de la farde de pièces supplémentaire), que ses deux frères, Norbert et Samy ..., soupçonnés d'avoir participé à un coup d'Etat, ont été arrêtés en mars 2004 et se trouvent actuellement toujours en prison dans l'attente de leur procès.

Aux termes de l'article 26 (4) de la loi précitée du 5 mai 2006 « *le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas* ».

Etant donné que les persécutions alléguées sont établies à suffisance, il y a lieu, eu égard aux importants changements politiques intervenus en RDC depuis le départ de la demanderesse, d'examiner s'il existe aujourd'hui de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas.

Or, si la situation en RDC a certes évolué depuis que la demanderesse en est partie, le Président Joseph KABILA dirige désormais le pays en tant que président élu à l'issue

d'élections démocratiques, cette évolution n'exclut cependant pas que le pouvoir en place ne soit plus à la recherche de la demanderesse en raison des liens de son mari avec des personnes qui ont été condamnées à mort pour l'assassinat du président L.D. KABILA, d'autant plus que les deux frères de la demanderesse se trouvent actuellement en prison pour avoir prétendument participé à un coup d'Etat contre le régime actuellement en place.

Dès lors, le tribunal est amené à retenir qu'il ne peut pas exclure que la demanderesse ait subi les persécutions qu'elle relate pour les motifs allégués, ni qu'elle soit victime de nouvelles persécutions en cas de retour dans son pays d'origine.

Il se dégage de l'ensemble des renseignements fournis et des pièces versées au tribunal que Madame ... peut craindre avec raison d'être persécutée du fait de ses opinions politiques en RDC et qu'elle remplit partant les conditions posées par l'article 1^{er}, A., 2 de la Convention de Genève pour bénéficier du statut de réfugié.

Il s'ensuit que les décisions ministérielles de rejet de sa demande d'asile sont à réformer en ce sens.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, par réformation des décisions ministérielles entreprises, accorde le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève à Madame ... ;

renvoie l'affaire devant le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pour exécution ;

donne acte à la demanderesse de ce qu'elle déclare bénéficier de l'assistance judiciaire ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schockweiler, premier vice-président,
M. Schroeder, premier juge,
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 19 septembre 2007 par le premier vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Schockweiler